

Régions > En déficit budgétaire, le Département de la Gironde acte le tournant de la rigueur

En déficit budgétaire, le Département de la Gironde acte le tournant de la rigueur

LT Ce contenu est compris dans votre abonnement

Plombé par un déficit de près de 100 millions d'euros, le Département de la Gironde présente un plan de retour à l'équilibre en trois ans. En coupant dans ses dépenses, la collectivité espère éviter la mise sous tutelle par l'État mais elle a déjà, de fait, perdu la main. L'opposition dénonce un « naufrage » budgétaire.



Pierre Cheminade

Publié le 13/10/25 à 18:01



Jean-Luc Gleyze, le président du Département de la Gironde, entouré des élus de sa majorité le 13 octobre 2025.

PC / La Tribune



Une collectivité locale ne peut pas voter un budget de fonctionnement en déséquilibre. C'est la fameuse règle d'or brandie à tout va par les élus locaux pour attester de leur sérieux budgétaire bien loin des dérapages réguliers du déficit de l'État. Pourtant, c'est bien un budget en déséquilibre de 97,7 millions d'euros, soit un déficit de 5,5 %, qui a été adopté ce lundi 13 octobre par le conseil départemental de la Gironde. **Figurant avec l'Hérault parmi les départements les plus en difficulté de France**, la collectivité girondine ouvre ainsi un chemin inédit.

À LIRE AUSSI

La Gironde, premier département dans la torpeur budgétaire

Ce saut dans l'inconnu a été balisé ces derniers mois par Jean-Luc Gleyze, le président (PS) de la collectivité, qui s'est entretenu avec les services de l'État, le gouvernement et la Chambre régionale des comptes pour éviter autant que possible la mise sous tutelle de la collectivité. Car le vote de ce déficit entraîne mécaniquement une saisine par le préfet de la Chambre régionale des comptes. Celle-ci dira d'ici un mois si le montant du déficit est correct et proposera des mesures de redressement pour y remédier. Le Département aura ensuite un mois pour voter un nouveau budget intégrant ces mesures. À défaut, il sera mis sous tutelle.

Le Département en « conduite accompagnée »

Pour tenter de garder la main, l'élu socialiste a donc bâti un « *plan de retour à l'équilibre permettant de retrouver une épargne brute positive dès 2026 et une épargne nette positive en 2028* ». Pour cela, Jean-Luc Gleyze promet « *des décisions difficiles* » pour les Girondins comme pour les 7 000 agents du département et de ses satellites. Les baisses de dépenses les plus importantes porteront sur 2026 et toucheront quatre postes budgétaires : les dépenses de solidarité, les charges générales, la masse salariale et les subventions aux

associations et aux communes. Après 232 postes en moins en 2025, une nouvelle décreue des effectifs est donc à prévoir l'an prochain, sans chiffrage à ce stade.

« *Nous restons maîtres de nos propres choix politiques* », veut croire Jean-Luc Gleyze. Mais, dans les faits, ses marges de manœuvre sont si réduites qu'il a déjà perdu la main. « *Il a désormais le choix entre la mise sous tutelle ou une forme de conduite accompagnée dans le cadre de la trajectoire fixée et contrôlée par la chambre régionale des comptes* », confirme à La Tribune Vincent Léna, le président de la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine.

Dans les années qui viennent, ce sont bien « *les magistrats qui guideront la main du président du Département tant sur le fonctionnement sur l'investissement afin qu'il retrouve son autonomie le plus vite possible* », prévient-il.

Des choix politiques assumés

Cette « *conduite accompagnée* » tranche avec le positionnement très volontariste assumé par Jean-Luc Gleyze depuis son élection il y a dix ans. « *Nous avons fait des choix politiques pour prendre toute notre part dans la chaîne des solidarités au-delà de nos compétences chaque fois que c'était possible. Nous pallions aussi l'urgence en lieu et place de l'État sur l'hébergement ou sur les incendies. [...] Nous ne le regrettons pas* », a-t-il répété ce 13 octobre.

L'élú girondin cite la démographie à la fois galopante et vieillissante du plus vaste département de France nécessitant la construction d'un nouveau collège par an, le déploiement de la fibre optique, la rénovation des ponts, des recrutements pour la protection de l'enfance, des prestations pour la compensation du handicap en forte hausse. Mais s'y ajoutent aussi des aides aux communes ou au programme Territoire zéro chômeur de longue durée.

« *C'est un naufrage de la gestion du Département avec un trou historique de 100 millions d'euros !* », attaque de son côté Jacques Mangon, conseiller départemental de l'opposition de la droite et du centre. « *Malgré nos alertes, cette banqueroute gravissime est le fruit de plusieurs années de mauvaise anticipation par l'exécutif des recettes comme des dépenses. Cela oscille entre l'insincérité*

budgétaire et l'incompétence. »

Aux avant-postes des difficultés des départements ?

Plus précisément, ce dérapage de près de 100 millions d'euros en 2025 s'explique par l'intégration du déficit constaté sur le compte administratif 2024 (53 millions d'euros), des retards de facturation de la part des prestataires de la protection de l'enfance (37,5 millions d'euros), de dépenses contraintes nouvelles au titre de l'enfance, du revenu de solidarité active et du handicap (35,5 millions d'euros) et de recettes inférieures de 34 millions d'euros aux prévisions initiales.

« Nous sommes aux avant-postes des difficultés des départements. Nous réclamons un socle de recettes, cohérent, robuste, pérenne et évolutif. Sans quoi ce sera la dégringolade de tous les départements », avance Jean-Luc Gleyze, cherchant à élargir le débat au-delà du cas girondin alors que douze départements affichent désormais des dépenses de fonctionnement inférieures à leurs recettes. Il reste à voir mi-novembre si les magistrats de la Chambre régionale des comptes feront la même lecture des facteurs exogènes et des décisions propres à la collectivité. Et si la potion d'austérité ne sera pas encore plus amère. La juridiction financière procède par ailleurs à un contrôle de routine de la gestion de la collectivité dont les conclusions seront connues en fin d'année.

À lire également

Le département de l'Hérault au bord de la rupture budgétaire

OPINION. « Les dépenses sociales ne sont pas une charge, elles sont la fierté du modèle français ! », par 16 présidents de départements de gauche

Pierre Cheminade

Sur le même sujet

Neoliner Origin, le plus gros cargo à voiles du monde, s'apprête à traverser l'Atlantique



Redressement judiciaire : ACI Groupe fait une croix sur un investisseur crucial



Électriques et made in France : les véhicules légers partent en croisade



Numérique : en Bretagne, la chasse aux talents à l'épreuve de la concurrence



Sujets les plus lus

- 1 Armée de Terre : vers une commande imminente de 7000 camions évaluée à 5 milliards d'euros**
- 2 Jean-Philippe Tanguy, président délégué du groupe RN à l'Assemblée : « Sébastien Lecornu est le ventriloque d'un scénario écrit par d'autres »**
- 3 ACI Groupe en redressement judiciaire : la mise au point de son président**

4 Le PDG de Dassault Aviation Eric Trappier révèle que Taïwan veut des Rafale

5 Spotify supprime 75 millions de titres de son catalogue

6 Budget : les États-Unis menacés d'un « shutdown », les républicains prêts au dialogue

Régions

La Tribune+

Services

Événements



[Nous Contacter](#) [Charte d'indépendance et de déontologie](#) [Mentions Légales](#) [CGU](#) [CGU Pro](#)

[Gestion des cookies](#) [Politique de confidentialité](#) [Consentement](#)